

Chers amis,

L'actualité grave à laquelle nous sommes confrontés concerne au premier chef notre « vigilance » et les usages publics de l'histoire. Ce collectif a brièvement fait écho le 24 avril à la prise de position d'Aggiornamento, qui concluait un excellent rappel de ce que représente en réalité la candidate du Front national.

Je dois dire que j'ai été étonné de ne pas trouver ensuite une seule réaction sur ce site concernant cette situation. D'habitude le moindre petit débat idéologique ou politique suscite des interventions pour soutenir, contredire, commenter, etc. Cette fois rien, sans doute parce qu'il va de soi qu'aucun d'entre nous ne va « donner une voix au Front National ». Mais, très concrètement, cela suffit-il pour désigner le combat à mener maintenant contre l'arrivée au pouvoir de l'Extrême Droite, c'est-à-dire de ce qu'on appelle pudiquement un « populisme », couvrant en fait une manipulation démagogique porteuse d'un régime autoritaire, discriminatoire et xénophobe. Je réfléchis à cela en fonction de mes expériences d'historien.

Chacun sait ici que je me suis engagé, contre vents et marées, dans le décryptage et la dénonciation de la logique raciste qui a conduit au génocide des Tutsi du Rwanda et je reste très reconnaissant à l'égard du CVUH pour son soutien sur ce sujet, notamment dans les moments les plus pénibles de ce combat. Mon engagement n'était pas seulement une réaction humaniste à l'égard d'un pays d'Afrique que je connaissais, il était dans la ligne de mon travail de chercheur sur ce terrain. Il s'agissait, inlassablement, de tirer cette question de l'exotisme et de rappeler la dimension universelle des enjeux : le combat intellectuel contre les amalgames binaires opposant des « nationaux » et des « étrangers », contre la démagogie invoquant « le peuple » face aux « élites », contre des propagandes en miroir pervertissant le langage politique, contre un conspirationnisme (repérable chez nous à droite, mais aussi à gauche) qui voit partout la main de Washington et de Wall street. Nous avons souligné, Marcel Kabanda et moi, dans le livre que nous avons publié en 2013 chez Belin sur la construction de ce racisme en Afrique, combien ce syndrome idéologique nous concernait aussi. Ce qui s'est passé au Rwanda et l'aveuglement (pour le moins) qui l'a accompagné en France étaient prémonitoires de la dérive observable aujourd'hui dans notre pays..

Il se trouve qu'avant de me spécialiser sur l'Afrique, j'envisageais de travailler sur l'Allemagne de Weimar. Chacun voit les comparaisons possibles, même si un journaliste américain avait inventé il y a quelques années un gadget intitulé point Godwin qui interdisait de mener des comparaisons avec les années 30. Évidemment les situations sont spécifiques et il est hors de question de tomber dans un anachronisme simpliste. Des rappels aident néanmoins à mettre les choses en perspective. J'ai trouvé récemment dans mes papiers, que je trie actuellement, deux textes :

- Un livre d'enfant, intitulé « le petit village », publié vers 1942 (je suis né en 1937) : un village très heureux voit arriver des étrangers qui, évidemment, apportent la désolation et il faut attendre une catastrophe pour qu'un noble vieillard sauve le village autour du travail, de la famille et de la patrie. Donc même les enfants à l'époque n'ont pas été épargnés par le maréchalisme pétainiste, ce fascisme à la française, dont l'axe essentiel était la dénonciation des étrangers. Il est vrai que Madame Le Pen a expliqué récemment que Vichy n'était pas la France...

- Plus tard (en 1960), j'ai rédigé une maîtrise (on parlait alors du DES) sur la presse française face à la prise de pouvoir de Hitler fin janvier 1933. Excusez-moi d'allonger ce courrier par une série de citations montrant comment la gravité politique d'une situation peut être occultée par des argumentaires socio-économiques ou des banalités tactiques. Ce sera en annexe.

Je termine : évidemment nous ne donnerons pas notre voix à Madame Le Pen, mais nous combattons contre la menace de son arrivée au pouvoir en votant contre elle, c'est-à-dire, même s'il ne nous agrée pas, pour son concurrent, Monsieur Macron. Il faut savoir le dire sans ambiguïté.

Excusez-moi de ne pas avoir de « pudeur de gazelle ». La situation actuelle me semble remettre en cause tout le sens de mon travail et de mon existence. Merci.

Jean-Pierre Chrétien

Annexe : extraits de la presse française de février-mars 1933 :

Paris-Soir, 31 janvier 1933 : un « hitlérien ministre n'est plus un ministre hitlérien ».

Jacques Kayser, *La République* (organe radical), 5 mai 1933 : « Le phénomène Hitler est avant tout un phénomène économique et social. Dans le programme et dans la propagande des nazis, ce sont les promesses d'ordre intérieur, de restauration économique, qui tiennent la plus grande place. Les revendications d'ordre international ne viennent qu'en second plan pour appuyer les premières, pour gagner au mouvement hitlérien un plus grand nombre d'adeptes et de sympathies »

Paris-Soir, 9 février 1933 : « De toute évidence, ils souhaitent faire une politique démocratique ».

Jaques Bainville, *La Liberté* (organe de droite nationaliste), 1^{er} février 1933 : « L'on ne peut soutenir qu'il y ait incompatibilité d'humeur entre Hitler et la démocratie puisqu'il a réuni jusqu'à 13 et 14 millions de voix ».

Gérard Bauer, *L'Echo de Paris* (organe de droite), 23 février 1933, estime que, comme Mussolini, Hitler « est le produit d'une fermentation démocratique, il a été porté là où il est par un courant populaire ».

Oreste Rosenfeld, *Le Populaire* (organe socialiste), 1^{er} février 1933 : « La masse des éléments déclassés et démoralisés par la crise, qui attend de Hitler la création du « Troisième empire » qui mettrait fin à la misère, elle veut le chambardement général. Elle aspire à une transformation sociale »

Pierre Renard, *L'Humanité* (organe communiste), 8 mars 1933 : « Le fascisme ouvert, les méthodes fascistes, sont maintenant les moyens utilisés par la bourgeoisie pour supprimer toutes les conquêtes politiques, tous les droits syndicaux et autres de la classe ouvrière ».

Pourtant dès le 27 février La Ligue des Droits de l'homme (dirigée par Victor Basch, auquel le pétainisme fera payer ses positions) avait lancé un appel aux démocrates pour la défense de la liberté et de la paix contre les nazis.